

## Déclaration du SNUipp FSU 95 à la CAPD du 22 novembre 2012



Madame la Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale,

Mesdames, messieurs,

Le système éducatif, asphyxié par les suppressions massives d'emplois, sort très affaibli par les budgets précédents. L'annonce de 43 450 recrutements aux concours externes 2013 et la création en 5 ans de 60000 postes dans l'éducation constituent un changement notable par rapport à la politique menée ces dernières années.

Néanmoins, le SNUipp-FSU dénonce que cela se fasse au prix de suppressions d'emplois dans les autres ministères affaiblissant ainsi les missions qu'ils ont en charge.

Le budget de l'enseignement scolaire public du 1er degré pour 2013 est en progression de 1,2 % (hors pensions). Concernant l'emploi, il est mis fin au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, tous les départs sont remplacés. De plus, 3344 emplois supplémentaires sont créés.

Cependant concernant les rémunérations, le gel de la valeur du point d'indice est confirmé. L'enveloppe indemnitaire et les crédits pour les mesures catégorielles sont en baisse. Certes, ce budget constitue une première amorce de la relance pour l'école. Pour autant, il ne faudra pas s'arrêter en chemin car les élèves et les enseignants ne peuvent plus attendre. L'investissement dans l'énergie scolaire devra s'inscrire dans la durée. C'est un gage de confiance. C'est un levier pour engager les transformations nécessaires de notre école marquée par des inégalités insoutenables.

Le gouvernement a ouvert le chantier de la refondation de l'école avec une loi d'orientation et de programmation. Celle-ci devrait comporter l'accueil des moins de trois ans à l'école maternelle, la mise en place du « plus de maîtres que de classes », la création des Écoles Supérieures du Professorat et de l'Éducation (ESPE) et celle d'un nouveau Conseil National des programmes. **Mais une loi ne fait pas tout !**

**Il faut dégager des priorités claires** avec des moyens supplémentaires qui améliorent concrètement la vie quotidienne professionnelle des enseignants au service d'une meilleure réussite des élèves.

Le SNUipp-FSU a obtenu la mise en place de groupes de travail sur différents sujets de décembre à février : évaluation des élèves, cycles de la scolarité obligatoire, école maternelle, « plus de maîtres que de classes », RASED, direction d'école, éducation prioritaire, formation des enseignants et référentiel métier, programmes...

**Le SNUipp-FSU continuera à œuvrer pour que ses revendications soient prises en compte.**

Dans le même temps, le ministre de l'Éducation Nationale a engagé des discussions afin de réviser les rythmes scolaires à l'école primaire. Les rythmes scolaires actuels ne sont pas satisfaisants pour les élèves comme pour les enseignants. Le SNUipp-FSU souhaite une réforme mais pas n'importe laquelle ! Il porte l'idée qu'il faut repenser les temps et les contenus pédagogiques pour assurer la réussite des élèves. De plus, toute modification des rythmes implique de repenser l'ensemble des temps scolaires, éducatifs et sociaux des élèves et en conséquence les temps de travail des enseignants afin de permettre pour tous un cadre d'apprentissage et de travail plus harmonieux.

Le SNUipp-FSU fait état de son désaccord au sujet du second scénario proposé par le ministre (1 journée de 6 h avec fin de l'école à 16 h 30 et 3 autres de 5 h avec fin de l'école à 15 h 30 + la demi-journée de 3 heures...). Il réitère sa demande d'une baisse du temps d'enseignement devant la classe entière à 23 heures et 3 heures pour la concertation, la préparation, le travail en équipe. Il est temps de reconnaître tous les aspects du métier d'enseignant du primaire que l'enquête du SNUipp « la face cachée du travail », renseignée par 30 000 collègues, a mis en lumière. Le SNUipp-FSU rappelle, qu'à terme, sa volonté est de voir **baisser le temps de travail des enseignants du primaire** sans pour autant baisser celui d'apprentissage pour les élèves. C'est d'ailleurs une des opportunités ouvertes par le « plus de maîtres que de classes ». Le syndicat porte l'objectif d'aller vers 21h + 3 pour les enseignants. De même, une compensation financière significative est indispensable pour prendre en compte les frais supplémentaires que généreraient des demi-journées supplémentaires de travail.

Le SNUipp-FSU s'interroge également sur l'annonce du Président de la République d'étaler la mise en œuvre de la réforme sur deux ans. Cette décision montre qu'une réforme aussi complexe que celle des rythmes scolaires doit être bien préparée et correctement financée pour améliorer concrètement le fonctionnement de l'école.

A ce stade, il apparaît de grandes zones d'ombre concernant les critères, les délais et le cadre qui présideront à toute décision. Cela ne doit pas générer une école à 2 vitesses avec des obligations de service différentes entre enseignants à 4 jours et ceux à 4,5 jours. Sans parler des conséquences prévisibles sur notre

mouvement intra-départemental. Cela ne pourrait être un prétexte à empêcher toute amélioration concernant le service des enseignants. Le SNUipp-FSU demande un cadrage national fort sur les modalités de mise en œuvre de la nouvelle organisation scolaire. Les enseignants ne peuvent être tenus à l'écart des processus de décision. De fait, il faudra que les conseils d'école soient consultés avant toute modification.

### **La transformation de l'école primaire ne peut pas être un rendez-vous manqué !**

Il faut passer des déclarations de bonnes intentions à une séquence de concrétisation. Le SNUipp-FSU rappelle que la réussite des élèves ne se joue pas uniquement en modifiant les rythmes scolaires. Afin de porter la parole des enseignants et de peser dans les discussions en cours, le SNUipp a lancé une grande consultation en faisant circuler un questionnaire dans les écoles. Cette initiative syndicale a rencontré un réel succès et constitue le seul espace d'expression où plus de 24 000 enseignants ont pu donner leur avis sur les orientations de l'école. Cette consultation donne des pistes d'évolutions incontournables qui doivent voir le jour dans les écoles : baisse du nombre d'élèves par classe, refonte de la formation professionnelle, mise en œuvre du plus de maîtres que de classes... La quasi totalité des enseignants considère que leurs conditions de travail se sont dégradées ces dernières années. Il est l'heure de redonner confiance aux enseignants et de leur permettre de faire du travail de qualité en leur laissant de réelles marges de liberté pour organiser leur travail avec les moyens nécessaires. Il faut également reconnaître leur engagement professionnel au service de la réussite des élèves en revalorisant leur salaire.

Les RASED, déjà absents du rapport sur « la refondation de l'école », n'ont pas encore fait l'objet de négociations dans le cadre de l'élaboration de la loi d'orientation.

**Ils ne doivent pas être les oubliés de la réforme !** Pour le SNUipp-FSU, on ne saurait confondre le « plus de maîtres que de classes » avec l'action des membres de réseau d'aides spécialisées. Ces personnels doivent être confortés quant à leur avenir, la spécificité de leurs missions et la qualité de leur formation.

Les discussions annoncées par le Ministre autour de la Direction et du fonctionnement de l'école devront être l'occasion de repenser la charge de travail pour les directeurs et directrices d'école, leurs responsabilités, les conditions pour y faire face (formation, temps de décharge, aide...) et une véritable reconnaissance de leurs missions.

L'école est souvent impliquée dans les dispositifs mis en place dans et autour de l'école. La concertation sur la refondation a remis en évidence cette relation. S'il est important que tous les acteurs travaillent ensemble sur les différents temps de l'enfant, sur des valeurs objectives communes, les rôles et les missions de chaque partenaire doivent être clairement définis. Ce qui relève de l'enseignement doit rester dans le champ de l'école.

### **Aujourd'hui se tient la CAPD des promotions : revaloriser nos carrières est devenu indispensable**

Les contacts avec la profession, notamment lors des réunions d'information syndicale où les enseignants ont participé en nombre, indiquent que la question des carrières est devenue préoccupante. De très nombreux collègues attendent aujourd'hui les résultats de cette CAPD avec impatience et inquiétude. Le SNUipp-FSU, fidèle à ses principes d'équité, d'égalité de traitement et de carrière, de transparence, continuera de porter sa demande du même rythme d'avancement pour tous, à la cadence la plus rapide.

Les données concernant les départs à la retraite, les comparaisons internationales, les chiffres sur les salaires moyens dans les différents secteurs de la fonction publique, la perte du pouvoir d'achat liée au gel du point d'indice... traduisent un déclassement salarial.

**Le SNUipp-FSU avec les enseignants est déterminé à changer la donne ! La refondation de l'école ne pourra faire l'impasse sur la situation matérielle et financière des enseignants du premier degré. Il continuera de mener campagne pour la revalorisation des rémunérations.**

**Parallèlement, dans le cadre des négociations fonction publique, le SNUipp continuera de revendiquer avec la FSU une revalorisation du traitement des fonctionnaires et l'abandon de la journée de carence. Il construira avec l'ensemble des organisations syndicales les mobilisations nécessaires pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés et des retraités !**

